

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 51/004/20010 (Public)

ÉFAI

19 janvier 2010

États-Unis. Amnesty International assistera à titre d'observateur au procès d'Aafia Siddiqui

Un observateur d'Amnesty International assistera à une partie du procès, devant une cour fédérale des États-Unis, d'Aafia Siddiqui, inculpée de tentative de meurtre et de coups et blessures contre des membres du personnel américain en Afghanistan en 2008. Le procès débutera le 19 janvier devant la cour fédérale du district de Manhattan à New York.

Aafia Siddiqui est une neurologue pakistanaise qui a été arrêtée par la police afghane dans la province de Ghazni, en Afghanistan, le 17 juillet 2008. Elle est inculpée pour des actes qu'elle aurait commis le lendemain, lorsqu'une équipe d'officiers de l'armée américaine et d'agents du Bureau fédéral d'enquêtes (FBI) est arrivée dans les locaux de la police afghane pour l'interroger. Selon l'acte d'inculpation, Aafia Siddiqui aurait surgi de derrière un rideau et aurait ouvert le feu sur les agents américains qui auraient riposté. Elle a été atteinte par des tirs et blessée, aucune autre personne n'a été blessée.

Avant son arrestation, Aafia Siddiqui avait, selon certaines informations, « disparu » pendant cinq ans après avoir été vue pour la dernière fois dans une rue de Karachi, au Pakistan, avec ses trois enfants ; selon certaines allégations, elle aurait été détenue au secret par les Américains – ce que les autorités américaines ont toujours nié.

Le but d'Amnesty International en assistant au procès est d'évaluer l'équité de la procédure, étant donné les nombreuses questions restées sans réponse dans cette affaire. Bien qu'il soit encore malaisé de déterminer si le procès apportera des précisions sur ce qu' a été le sort d'Aafia Siddiqui avant le 17 juillet 2008, de nombreuses questions se posent à propos des circonstances qui ont abouti aux charges dont elle est accusée aujourd'hui. Amnesty International ne prend pas position sur l'équité de la procédure à ce stade et ne dispose pas d'informations lui permettant de dire avec certitude où se trouvait Aafia Siddiqui pendant toute la durée de sa disparition présumée. L'observateur d'Amnesty International fera un compte-rendu au secrétariat international d'Amnesty International à Londres.

Complément d'information

Aafia Siddiqui, de nationalité pakistanaise, a été résidente aux États-Unis de 1991 à juillet 2002. Elle est retournée brièvement aux États-Unis en décembre 2002, avant d'en repartir début janvier 2003. Selon des membres de sa famille, elle a disparu avec ses trois enfants à Karachi le 28 mars, ou autour du 28 mars 2003. Les circonstances de son arrestation restent floues. Selon certaines informations, elle aurait été emmenée par la police pakistanaise et remise aux autorités américaines qui l'ont détenue au secret en Afghanistan. Toutefois, aucune information confirmée concernant le sort d'Aafia Siddiqui n'a pu être obtenue, jusqu'à son arrestation par la police afghane le 17 juillet 2008 à Ghazni, en Afghanistan.

Selon le ministère public américain, Aafia Siddiqui avait en sa possession un certain nombre de pièces lorsqu'elle a été arrêtée par les autorités afghanes, notamment des notes sur la fabrication d'armes

biologiques et des descriptifs de sites américains. Toutefois, elle n'a été inculpée que pour les faits en lien avec l'épisode du 18 juillet 2008, lorsqu'elle aurait tenté de tirer sur des agents américains venus l'interroger dans les locaux de la police afghane. Selon l'acte d'inculpation, l'équipe américaine ignorait qu'elle se trouvait derrière un rideau, sans menottes ; elle aurait réussi à se saisir de l'arme que l'un des officiers américains avait posée à terre. Blessée à l'abdomen par un officier qui aurait riposté aux tirs, Aafia Siddiqui a été transférée aux États-Unis en août 2008 et placée en quartier de haute sécurité avant d'être soignée pour ses blessures. Ses avocats affirmaient qu'elle n'était pas en état, physiquement ou moralement, de comparaître devant un tribunal. Pendant plusieurs mois, elle a été détenue dans un centre médical fédéral américain au Texas, tandis qu'une expertise psychiatrique était ordonnée. En juillet 2009, Richard Berman, juge fédéral de district, l'a déclarée apte à être jugée.

Aafia Siddiqui était avec son fils de onze ans, Ahmed, lorsqu'elle a été arrêtée à Ghazni en juillet 2008. L'enfant a ensuite été rapatrié au Pakistan. Le sort de ses deux autres enfants reste incertain.

Amnesty International ne dispose pas d'informations permettant d'affirmer ou de démentir qu'Aafia Siddiqui a été détenue par les Américains avant le 18 juillet 2008. Toutefois, il est de notoriété publique que les États-Unis détiennent un certain nombre de personnes dans des lieux tenus secrets et gérés par l'Agence centrale du renseignement (CIA) dans différents pays, notamment en Afghanistan, depuis les attentats du 11 septembre 2001. En mars 2003, le FBI aurait lancé une « *alerte* » pour que des informations lui soient communiquées au sujet d'Aafia Siddiqui ; un an plus tard, le ministre de la justice américain l'avait inscrite sur une liste des personnes « *les plus recherchées* » ayant des liens présumés avec Al Qaïda.